

NOTES et glanures

OUVRAGES GENERAUX

GEORGE P., *Population et Peuplement*, coll. Sup-P.U.F., Paris, 1964, 212 F.

Ce petit livre est une mise au point sommaire de diverses études sur la géographie de la population. Géographique par sa conception, il est tour à tour statistique - historique - économique - sociologique, parfois politique et globalement démographique.

Après avoir analysé l'effort de la démographie, l'auteur passe en revue la localisation et la mobilité de la population et termine par une comparaison entre population et économie.

Cartes et graphiques complètent l'ouvrage dont la conclusion devrait être lue par tous ceux qui cherchent à mettre des barrières aux disciplines et notamment à tracer les limites de l'histoire et de la géographie.

J.D.

Histoire et Urbanisation, numéro spécial de *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, t. 25, p. 829-1208, Paris, Colin, 1970.

Voici un dossier, non un manifeste. C'est bien ce qu'attendent les historiens préoccupés de faire progresser l'histoire. Partant de l'impression que les historiens ont trop mis en vedette le modèle des villes occidentales, l'accent est mis ici sur des modèles « dépayés ». Fernand Braudel fait allusion aux « villes asiatiques, sans bourgeoisie, sans monopole des échanges, qui oscillent, face aux campagnes, entre la marginalité et le despotisme. Villes américaines, qui se sont formées en brûlant les étapes, en même temps, et parfois, avant les campagnes ». L'histoire apparaît ici, une fois encore, comme le lieu commun des sciences humaines, champ par excellence du dialogue interdisciplinaire.

CARTIER Michel, (*Une tradition urbaine : les villes dans la Chine antique et médiévale*) explique que « la ville est tout

d'abord siège de l'autorité, jouant un rôle à la fois rituel et administratif ; elle est ensuite une place forte, un espace enclos de murailles ; ce n'est qu'en dernier lieu qu'elle peut être considérée comme un centre économique, lieu de marchés ou de foires ». Sa fonction sacrée peut expliquer l'importance des corvées imposées aux populations rurales pour en édifier le siège, ainsi que ses subdivisions : bâtiments officiels, résidences administratives, greniers publics, temples du culte de l'Etat, logements destinés aux hôtes officiels, écoles confucéennes, relais de poste, parfois protégés par une enceinte intérieure. Qui dit Ville chinoise dit, en effet, muraille, place forte, allure de camp militaire. Le commerce, comme source de profit pour l'Etat apparaît à l'époque des Sung ou Song (Xe-XIII^e siècle), dont Marco Polo a laissé une description enchanteuse. La ville ne se distingue toutefois pas dans son administration de celle de la campagne : solidarités de lignage, de région, de sectes religieuses, de sociétés secrètes. Mais cette situation est elle propre à l'Extrême-Orient à la même époque ?

LOMBARD Deny, (*Pour une histoire des villes du Sud-Est Asiatique*) montre la naissance des villes indo-chinoises liées aux cycles agraires tributaires d'un souverain chargé de maintenir le circuit bienfaisant de l'eau, assisté d'un clergé et d'une bureaucratie privilégiée. La colonisation amène une prépondérance des influences commerciales venues de l'extérieur. D'où une extension du sens de la ville composée d'un noyau urbain et d'un espace périphérique. Le terme ville peut désigner le pays, comme dans l'Etat romain le mot *urbs* peut s'étendre aux frontières de l'empire.

WARDEN G.B. (*L'urbanisation américaine avant 1800*) décrit la prépondérance rurale de la population américaine avant 1800, à 95 p.c. L'espace, le manque d'indigènes, l'absence de fonction défensive, la faiblesse de la densité du peuplement, la possibilité du choix, l'inexistence des structures féodales, la valeur accordée au travail, la commercialisation de l'agriculture, les facilités de transport, expliquent

cette situation. Les villes américaines, équipées d'initiative privée, sont souvent plus salubres que celles d'Europe, le coût de la vie y est bas. Les éléments pauvres y sont moins importants qu'en Europe. L'étranger y est mal vu. La révolution y introduit des institutions commerciales et industrielles interdites sous l'autorité anglaise : banques, compagnies d'assurance, corporations, etc.

KERBLAY Basile, (*La ville soviétique entre le possible et l'imaginaire*) présente la ville socialiste d'aujourd'hui, comme la ville communiste de demain, non comme un assemblage d'édifices et de monuments symboliques, mais comme un mode de relations humaines. Les étapes de sa construction sont moins rapides que le progrès industriel et technique qui la rend possible, les mutations psychologiques (mentales) étant nécessairement beaucoup plus lentes. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le besoin d'autonomie individuelle et familiale y reste important.

LE GOFF Jacques, (*Ordres mendiants et urbanisation dans la France médiévale*) évoque la difficulté de maîtriser le concept de ville au moyen âge. Au XIV^e siècle, les rois de France sont incapables de dresser une liste des villes de leur royaume, appuyée sur des critères objectifs. Celles qui donnent les meilleurs revenus sont qualifiées de « bonnes ».

CHOAY Françoise, (*Histoire et méthode en urbanisme*) estime que l'histoire sera appelée à jouer un rôle fondamental dans la recherche urbanistique, où théorie et pratique ne sont pas dissociables.

L'établissement même de ce dossier est certes le meilleur gage du bien-fondé de cette hypothèse. Ce n'est pas seulement vrai pour l'urbanisme mais pour l'ensemble des sciences de l'homme.

R.V.S.

CIPOLLA C.M., *Literacy and Development in the West*, Londres, Penguin Books, 1969.

Un petit livre d'une rare densité. L'auteur ne se dissimule pas les difficultés de l'entreprise, qu'il s'agisse de traiter des maîtres, de la scolarisation ou de la nature de l'enseignement dans leurs relations

avec l'environnement économique, social, pécuniaire, etc.

En dessous de 3 maîtres pour 1000 habitants l'analphabétisme règne. Il n'y a décollage culturel qu'au-dessus de ce chiffre. Celui-ci est conditionné par le statut des maîtres.

La société rurale a eu des rythmes de fréquentation scolaire perturbés par les activités saisonnières. On pourrait s'interroger dès lors sur les vertus des hivers longs sur le développement intellectuel des populations. Il semble que la concentration urbaine et plus tard industrielle impose une main-d'œuvre plus qualifiée, donc une scolarisation plus forte et régulière. Un effort d'investissement est décelable à partir du XI^e siècle en Occident et en Italie. Les besoins en armes savantes et la complication des règles de navigation imposent des cadres plus instruits, du moins dans certains secteurs paradoxalement considérés comme déchéance par les nobles (artillerie, marine). L'essor de l'horlogerie, de l'imprimerie, stimule le développement de l'instruction. Des différences importantes règnent entre population des villes et populations rurales. L'Angleterre connaît une avance importante sur l'ensemble, elle la reperdra plus tard, mais il faut constater partout des chiffres variables entre classes sociales. A Narbonne au XVI^e siècle, 90 p.c. des marchands et bourgeois savent lire et écrire, 65 p.c. des artisans, contre 10-30 p.c. pour les paysans. Les pays catholiques sont en retard par rapport aux pays protestants : 70 à 80 p.c. d'illettrés au XVII^e siècle, contre 55 à 65 p.c. L'alphabetisation progresse au XVIII^e siècle. Certains esprits s'en inquiètent : comment empêcher la diffusion des livres séditieux. Ce n'est pas par hasard que les communautés paysannes réclament presque partout le développement de l'enseignement. Le bilan scolaire de la période révolutionnaire fut malheureusement fort désastreux, en raison sans doute de la pénurie de maîtres.

La révolution industrielle avide de personnel instruit bloque en partie le processus d'alphabetisation. L'Angleterre partie première perd sa position faute de pouvoir faire face aux dépenses d'équipement nécessaire pour l'éducation. Après 1850 toutefois, elle retrouve son rythme de croissance en compagnie des autres pays occidentaux. Le groupe germanique comporte alors 70 p.c. d'alphabetisés, de la Scandinavie à la Suisse. Le groupe anglo-

catholique, avec la France, l'Autriche, l'Irlande, etc., en compte 50 à 70 p.c., le groupe méridional, moins de 50 p.c. Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, l'âge, le sexe, la couleur de la peau sont des facteurs importants autant que le système social, l'organisation religieuse, les types de peuplement, la distribution de la fortune. La croissance économique et le développement de l'instruction élémentaire vont de pair. Au XX^e siècle, le problème passe du niveau primaire au niveau secondaire, pour atteindre prochainement le niveau supérieur.

Mais qu'attendent donc nos augures ?

R.V.S.

LEFRANC G., *Grèves d'hier et d'aujourd'hui, Histoire du travail et de la vie économique*. Aubier, Paris, 1970, 302 p.

Cet ouvrage comprend trois parties : grèves d'hier, grèves d'aujourd'hui et un inventaire des problèmes posés.

A l'aide de textes, l'auteur retrace les caractères et l'évolution des grèves en prenant des exemples en France, aux Etats-Unis, en Allemagne, en Italie et notamment en Belgique où il analyse le mouvement en 1960-61. Parmi les problèmes actuels citons : peut-on prévoir les grèves ? le syndicalisme et la grève en France, les pouvoirs publics et la grève, la classe ouvrière et la grève, le problème du statut de la grève à l'étranger. Cet ouvrage aidera certainement à éliminer certaines idées fausses, dont : les grèves coûtent cher à l'économie nationale. L'auteur nous signale que les grèves sont à la fois « un moyen d'investigation économique, sociale et syndicale, et qu'elles sont toujours une révolte de l'homme contre les schémas et aliénations de toute nature ».

J.D.

SORLIN P., *La société française, 1) 1850-1914*, Grenoble, Artaud, 1969, 301 p.

P. Sorlin, professeur à Nanterre, dresse un tableau neuf de la vie française entre 1850 et 1914, nourri d'une documentation abondante. L'auteur décrit les milieux sociaux et caractérise leurs modes de vie, leurs attitudes morales, spirituelles et politiques.

Le premier de ces milieux est celui qui vit de la terre, corps bien fermé, lent

dans les progrès, peu ouvert à la politique.

P. Sorlin partage la société française en deux niveaux sociaux et économiques : campagne et ville — mais dans l'ensemble de l'existence et de l'activité des groupes. Il laisse les faits politiques de côté, et étudie les mentalités.

Rappelons que ce livre n'est pas destiné aux spécialistes — mais qu'il sera très utile aux jeunes professeurs et aux autres qui aiment rester informés.

J.D.

LE FORESTIER R., *La Franc-maçonnerie templière et occultiste aux XVIII^e et XIX^e siècles*, publié par Antoine Faivre avec addenda et index, Aubier, Paris, 1970, un vol. de 1100 p. + 16 pl. hors-texte, relié, 1200 FB.

S'il est étonnant que les vicissitudes de toutes sortes que la Franc-Maçonnerie a subies n'ont pas entraîné sa disparition pure et simple, il n'est pas moins surprenant de voir des spécialistes parvenir à nous restituer une histoire cohérente de l'Ordre Maçonnique.

Tout, en effet, se ligue contre l'historien dans ce domaine : archives détruites, en totalité ou en partie, adoption d'un langage particulier, documents contradictoires, apocryphes, suspects ou tendancieux.

Peu de savants ont eu la patience de tirer d'un écheveau aussi embrouillé des notions claires ou des probabilités, des certitudes ou des conjectures raisonnables.

René Le Forestier était sans conteste de ce petit nombre d'érudits : son « *magnum opus* », « *La Franc-Maçonnerie templière et occultiste aux XVIII^e et XIX^e siècles* » est un ouvrage monumental, élaboré au cours de vingt-deux années, terminé un an avant sa mort, survenue en 1951. C'est Antoine Faivre qui a publié le volume qui paraît aux éditions Nauwelaerts à Louvain et Aubier-Montaigne à Paris. Antoine Faivre a préfacé l'ouvrage, il l'a doté d'addenda et d'un précieux index.

« *La Franc-Maçonnerie Occultiste et Templière* », en dépit de son titre, couvre la plupart des aspects de la maçonnerie, et non quelques déviations délirantes ou fantaisistes.

L'auteur adopte un point de vue détaché, objectif : celui d'un entomologiste un

peu maniaque classant des espèces curieuses ou mal connues, et décrivant minutieusement leurs filiations et caractéristiques particulières.

J.D.

XVII^e-XVIII^e SIECLE

Les contes de Perrault, dans *Annales*, t. 25, p. 633-653, Paris, Colin, 1970.

Noté au fil de la lecture d'une Table ronde à propos du livre de Marc Soriano, *Les Contes de Perrault, culture savante et traditions populaires*, Paris, Gallimard, 1968. « Le philosophe que j'étais au départ et l'historien que je crois être devenu croient l'un et l'autre que toute recherche et toute réalité sont profondément historiques... Ceux qui nient l'existence de l'histoire y sont cependant situés et leur attitude, qu'ils le veuillent ou non, s'explique historiquement ». A propos des conteurs et des conteuses du XVI^e-XVII^e siècle : « Or ces artistes, pour tenir leur auditoire en main et pour faire en quelque sorte passer le courant, utilisent une technique qui consiste à préciser à l'extrême, à particulariser le thème. Et pour parvenir à cette indispensable connivence, ils font allusion à des coutumes, à des faits, à des personnages que leur public connaît bien... en utilisant cette donnée de l'actualité pour l'adapter à son auditoire ». Que font d'autre aujourd'hui nos modernes pédagogues... si décriés par les bien-pensants.

Le mépris de Perrault pour le peuple l'amène à confondre la culture populaire et la littérature enfantine. Il devient ainsi un créateur de la littérature enfantine en amalgamant deux ignorances, celle du peuple due à sa condition, celle de l'enfance due à l'âge. La christianisation de la littérature populaire l'y aide. La Réforme, puis la Contre-Réforme ont utilisé le potentiel éducatif de la masse pour l'intéresser à leur combat d'où le gros effort d'instruction de ces deux mouvements envers le peuple.

Une remarque pertinente concernant le savoir lire : celui-ci se conçoit sous trois acceptions : épeler, lire couramment, lire avec esprit critique. A ce dernier sens, beaucoup de nos contemporains sont analphabètes. Il faut rejeter la vision linéaire du développement de la culture et donc de son histoire.

Une lance pour le travail de coopération entre les disciplines : « Il serait grand temps que, dans ce secteur, nous abandonnions la suffisance des insuffisants ».

Serait-ce aujourd'hui la veille ? On n'ose l'espérer !

R.V.S.

JEANNIN P., *L'Europe du Nord-Ouest et du Nord aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Nouvelle Cléo, *l'Histoire et ses problèmes*, P.U.F., Paris, 1969, 420 p., 28 FF.

Cette collection connue de tous les professeurs et étudiants nous donne cette fois un excellent petit livre structuré sur des questions parfois mal connues. L'auteur fait surtout remarquer qu'il serait intéressant de faire une étude critique des instruments d'analyse forgés par les sociologues, et demande une plus grande collaboration entre la sociologie et l'histoire. Il met l'accent sur l'étude socio-économique et demande de distinguer entre l'interprétation et l'inventaire des attitudes, des sentiments et des conceptions. Cet inventaire, dit-il, doit situer les éléments de la totalité du complexe mental. Tout en expliquant les données des problèmes soulevés par l'examen des sources de l'histoire de ces pays du Nord de l'Europe, en énonçant l'état des recherches, en nous donnant une liste des travaux à faire, P. Jeannin remet en question des conventions d'écoles, veut faire « mieux prendre conscience du poids que représente, dans la connaissance historique, un héritage culturel qui s'imaginer trop aisément universel. »

J.D.

ESPAGNE

PHELAN John L., *The kingdom of Quito in the 17th century, bureaucratic policies in the spanish empire*, St Paul (Wisconsin), U.P., 1967.

Une bureaucratie efficace, mal payée donc sensible à la corruption, séparée de la population créole quoique créolisée, maintenue dans le respect des lois par les visites ordonnées par le roi. La société subit l'emprise sacrée de celui-ci, mais maintient un caractère féodal marqué, convaincu que les titulaires d'office s'insèrent dans la hiérarchie et doivent le respect à celle-ci. Il y a donc un monde entre la

loi et son application. L'empire colonial espagnol vit des compromis entre la volonté royale et les pressions de la société coloniale. La lutte de Madrid pour les droits des Indiens, jalonnée par les mesures contre l'*encomienda*, contre la *mita*, contre le péonage, se heurte à la résistance des colons que la bureaucratie désamorce par la tiédeur qu'elle met à les faire appliquer.

R.V.S.

LADERO QUASADA Miguel A., *Les finances royales de Castille à la veille des temps modernes*, dans *Annales*, t. 25, p. 775-788, Paris, Colin, 1970.

Les dépenses engagées pour la politique des Indes à ses débuts par les rois d'Espagne représentent 12.500.000 de maravédis. Chiffre insignifiant lorsqu'on sait que la conquête du royaume de Grenade coûta au couple royal au moins 800.000.000 de maravédis, financés pour bonne part par des impôts ecclésiastiques. Pour justifier ceux-ci, le caractère de croisade anti-islamique fut accentué. Bulles de concession et d'indulgence jouèrent leur rôle, ainsi que les subsides alloués par les ecclésiastiques. Près de 200.000.000 servirent à rémunérer l'appareil administratif de perception. L'indulgence fut vendue à bas prix pour que tous les habitants puissent payer.

Les dépenses de prestige de la Castille persistèrent après la victoire : entretien de troupes et de vaisseaux, construction de forteresses, frais diplomatiques, notamment pour les mariages royaux (20.000.000 pour l'infante Isabelle en 1491, mais 50.000.000 pour son second mariage. L'infante Catherine reçut 60.000.000 pour son départ en Angleterre, l'infante Juana, 50.000.000 pour le voyage en Flandre).

Le trésor est alimenté par les revenus ordinaires : tribut territorial, tributs seigneuriaux, droits régaliers, capitations des juifs et des mudéjares, douanes, droits de transit, droits sur les ventes, impôts ecclésiastiques ; ainsi que par les revenus extraordinaires : *encomienda* monastiques, revenus des ordres religieux, patronage royal, inquisition, croisade, subsides ecclésiastiques, butin de guerre, ventes de juro (rentes), subsides des Cortes, de la Hermandad, des juifs et des mudéjares, etc.

Le royaume de Grenade sortit ruiné de la guerre, son commerce extérieur, d'im-

portance vitale, détruit par les franchises et exemptions en faveur des émirs vaincus, des nobles, du clergé et des nouveaux colons. L'expulsion des juifs tarit les ressources avancées par cette communauté en 1492. La cour devient cependant plus fastueuse et la garde passe de 1482 à 1504, de 20 à 80.000.000 de dépenses.

L'exemple est donné à Charles Quint.

R.V.S.

SANCHEZ-ALBORNOZ, *Despoblacion y repoblacion del Valle del Deuro*, Buenos Aires, Université, Institut de l'histoire d'Espagne, 1966.

Vidée de ses premiers habitants par l'invasion des Celtes au début du premier millénaire avant Jésus-Christ, la vallée du Douro est fortement touchée par les invasions barbares des III^e-V^e siècles et par les invasions musulmanes du VIII^e siècle. La population prend la fuite vers le Nord, dans les montagnes. Toute la région devient ensuite un réel glacis protecteur, vide de population. Pendant trois siècles, l'émirat de Cordoue et le royaume d'Oviedo tenteront d'opérer des colonisations dans cet espace mouvant, sans succès en raison de l'opposition réciproque. La population de cette zone frontière revêt un aspect militaire non négligeable pour comprendre cette portion de la péninsule aujourd'hui.

R.V.S.

SERRA RAFOLS Elias, *El molino de viento. Un breve capitulo de la historia de la tecnica*, dans *Humanidades*, t. 9, Merida (Vénézuéla), 1961.

Les moulins installés en Iran et décrits par les voyageurs arabes du VII^e siècle tournaient à l'horizontale. Leurs palettes verticales mettaient en branle la meule à broyer le grain. Le moulin à eau est la règle en Occident sauf en quelques endroits où s'installent timidement des moulins à vent dont l'usage échoue partiellement au moyen âge. Aux XV^e et XVI^e siècles, de nouveaux inventeurs apparaissent. Au moulin à pivot, ils substituent le moulin à tour. Seule la partie supérieure pivote encore pour prendre le vent. Toute la machinerie est enfermée dans une construction fixe. Les initiateurs de cette modification furent les Hollandais qui augmentèrent la force motrice par ce pro-

céde de 2-8 chevaux à 6-14 chevaux en déplaçant l'axe d'attaque des ailes. Celui-ci au lieu de former un angle droit avec l'axe des meules, se place désormais en biais.

Ainsi, c'est de Flandre, d'Angleterre et de France que l'Espagne apprend l'art de construire des moulins rentables, au XVI^e siècle. Cours et recours des choses !

R.V.S.

ISLAM

PLANHOL Xavier de, *Les fondements géographiques de l'histoire de l'Islam*, dans *Nouvelle Bibliothèque scientifique*, dirigée par F. Braudel, Paris, Flammarion, 1968.

Quoi d'étonnant que la géographie et l'histoire se supportent et s'épaient. L'étude de l'Islam fournit une bonne occasion de montrer l'interaction des phénomènes économiques, sociaux, politiques, religieux sur la géographie. L'Islam naît dans un milieu de sédentarisés venus du désert où éclatent des inégalités de condition. Phénomène urbain donc que l'Islam, mais utilisant au profit d'une communauté unique la bougeotte du nomade bédouin dont l'anarchie est dénoncée. L'Arabie et la Syrie aux espaces désertiques limités est propice aux entreprises caravanières à partir de centres urbains établis en bordure du désert. La progression de l'Islam sera cependant l'œuvre des nomades pasteurs dans les plaines céréalières du pourtour du désert. Les populations paysannes plus denses des milieux climatiques stables, la zone forestière limite la pénétration des nomades. Les campagnes sont bédouinisées, les centres urbains sont créés ou réanimés, notamment grâce au commerçant musulman qui prolonge l'action de l'Islam loin au delà des limites de la conquête.

Le musulman a maintenu là où elle existait la tradition urbaine antique, contrairement à l'Occident chrétien où les invasions barbares ont détruit les principes de la rente foncière pour y substituer un capitalisme bourgeois productif. D'où la sclérose des Etats musulmans, par rapport au dynamisme des Etats chrétiens. L'Etat urbain représente la construction musulmane par excellence, avec sa dy-

nastie, sa capitale, son rayonnement. Il s'assure progressivement la maîtrise des zones rurales, transformant l'Islam nomade en Islam paysan, phénomène type de l'époque contemporaine.

R.V.S.

PASTOR DE TORNERI Reyna, *Problèmes d'assimilation d'une minorité, les Mozarabes de Tolède (de 1085 à la fin du XIII^e siècle)*, dans *Annales*, t. 25, p. 351-391, Paris, Colin, 1970.

Les Mozarabes sont les chrétiens d'Espagne demeurés sous la domination des Maures. Fort nombreux dans la région de Tolède où ils mènent une vie surtout rurale, ils furent incorporés en masse au monde chrétien roman par droit de conquête. Ils n'ont pas accepté volontairement cette incorporation contrairement à leurs coreligionnaires qui dans le passé, quittant les territoires maures, s'étaient installés dans les villes du Nord comme artisans après avoir abandonné leurs biens. Les Mozarabes de Tolède mirent plus de deux siècles à disparaître comme communauté distincte du monde chrétien. Les jugements portés sur eux sont très disparates et parfois péjoratifs.

Sous le règne des musulmans, les Mozarabes de Tolède sont tolérés, ils vivent mêlés aux Maures. Le départ de ceux-ci après la conquête chrétienne, vide les campagnes plus que les villes qui attirent les nouveaux venus. Les Mozarabes ruraux deviennent le groupe le plus important. Il fut progressivement démembré par la vente des terres due aux difficultés naturelles (disettes, inondations) et humaines (dévastations militaires). Le chapitre cathédral de Tolède a contribué au rachat, de même que les institutions religieuses, les fonctionnaires urbains. Sur le plan politique, les mozarabes ne désirent pas spécialement la domination castillane, sauf une minorité qui commença à partager le pouvoir avec Alphonse VI. Mais l'installation du clergé français dans la ville sous l'influence de la reine conduit à une politique dure envers musulmans et mozarabes. La querelle se déclenche entre rite romain inspiré par les papes clunisiens et rite mozarabe, culturellement arabisé.

Nous voici loin de la netteté, de la pureté de la croisade contre l'Islam. Dans

les religions n'y a-t-il pas des hommes avec leurs coutumes et leurs sympathies ?
R.V.S.

GUERRES

GEORIS M., « *Nuts* », *La Bataille des Ardennes*, Ed. France-Empire, Paris, 1969, 250 p.

Ce livre d'un auteur belge raconte cette dernière bataille de la Seconde Guerre Mondiale à travers des témoignages inédits et des documents militaires. L'ampleur de la déroute américaine et les indécisions de l'état-major allié sont révélés à travers les chapitres, et M. Georis démontre également que cette offensive ne fut pas un coup de tête de Hitler mais une opération stratégique remarquablement préparée.

Si les têtes de chapitres : pas de panique à Versailles, une balle dans la nuque, pas de linçage pour les S.S., la fin des haricots, nous font plus penser à des titres de romans policiers qu'à un livre d'historien, cet ouvrage qui se lit comme un roman garde sa valeur de document et de chronique historique.

J.D.

BEN ELISSAR E., *La Diplomatie du III^e Reich et les Juifs, 1933-1939*. Julliard, Paris, 1969, 521 F.

Cet ouvrage, très fouillé, est l'œuvre d'un historien, écrivain, journaliste, ancien haut fonctionnaire de la présidence de l'Etat d'Israël et fournit, à l'aide de documents inédits, provenant d'archives, allemands, alliés, italiens, juifs et autres, des réponses à certaines questions cruciales.

Livre extrêmement dense, écrit dans un style agréable qui fait passer facilement

la matière ardue qu'il analyse, qui non seulement devrait être lu par tous les historiens de la 2^e guerre mondiale, mais encore par tous ceux qui s'y intéressent et qui sera pour le professeur un excellent outil de travail. Il ne nous est pas possible ici, de résumer cette étude qui doit être lue pour être comprise. Se dégage cependant l'idée que les grandes démocraties avaient tendance à considérer les Juifs d'éléments de trouble et à ne les accueillir qu'avec parcimonie. Un autre point mis en lumière est la tendance qu'avait Hitler à faire des exceptions à son hostilité de principe contre les Israélites lorsqu'on savait lui prouver qu'il y avait intérêt.

J.D.

DUPUY R.J. et BETTATI M., *Le Pacte de Varsovie, Dossiers*, A. Colin, Paris, 1969, 96 F.

Cet excellent ouvrage pour les professeurs nous donne, par une introduction fouillée, des documents concernant la création du pacte de Varsovie, son application et ses manifestations en Hongrie, en Tchécoslovaquie et se termine par une problématique et orientation de recherches.

J.D.

ISOART P., *Le Vietnam, Dossiers M2*, A. Colin, Paris, 1969, 104 F.

Même présentation que l'ouvrage précédent, mais plus fouillée, le problème étant plus complexe. Nous nous réjouissons de la publication de cette série Dossiers U2 qui nous le répétons est une source de documentation pour les professeurs d'histoire des classes terminales et qui pourraient éventuellement être mis dans les mains des élèves pour un travail d'équipe.

J.D.

CONSEILS AUX AUTEURS.

1. Pour tous les manuscrits : respecter les règles établies par HALKIN Léon E., *La technique de l'édition. Conseils aux auteurs pour la préparation de leur copie et la correction des épreuves*. 6^e édition revue et augmentée, Bruxelles, Le livre d'enseignement, 14, rue des Comédiens. 1960.
2. Pour les comptes rendus d'ouvrages : pas plus d'une colonne des *Cahiers de Clio, Notes et glanures* (environ 40 lignes dactylographiées).

Mentionner avec grand soin :

- a) ce qui est utile à l'enseignement ;
- b) ce qui est original et permet une révision des vues traditionnelles sur un problème ;
- c) les ressources didactiques : cartes, statistiques, textes, iconographie, etc.